

Zeitschrift: Shab.ch : schweizerisches Handelsamtsblatt = Fosc.ch : feuille officielle suisse du commerce = Fusc.ch : foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 138 (2020)

Heft: 238

Anhang: Meldungsanhänge : auf den nachfolgenden Seiten werden alle Meldungen mit unstrukturierten Anhängen aufgeführt

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Meldungsanhänge

Auf den nachfolgenden Seiten werden alle Meldungen mit unstrukturierten Anhängen aufgeführt.

Andere Mitteilungen Bonhôte-Immobilier

Beendigung des Sachwaltermandats

Einladung zur ausserordentlichen Generalversammlung BIOVOLT AG



Rubrique: Marché financier

Sous-rubrique: Communication aux titulaires de placements collectifs de capitaux

Date de publication: SHAB 07.12.2020

Numéro de publication: FM01-0000000303

Entité de publication

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA), Laupenstrasse 27, 3008 Bern

Autres notifications Bonhôte-Immobilier

Dans la cause

FidFund Management SA, Nyon, et CACEIS Bank, Paris, succursale de Nyon,

concernant

l'approbation des modifications du contrat de fonds de placement de Bonhôte-Immobilier, un fonds de placement individuel de droit suisse relevant du type « fonds immobiliers » ainsi que sa transformation en compartiment Compartiment investisseurs - BIM de la société d'investissement à capital variable de droit suisse Bonhôte-Immobilier SICAV (en constitution)

l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA

décide :

1. La transformation du fonds Bonhôte-Immobilier en compartiment investisseurs, dénommé Compartiment investisseurs - BIM, de la société d'investissement à capital variable de droit suisse, Bonhôte-Immobilier SICAV (en constitution), société à gestion externe, ainsi que les modifications préalables du contrat de fonds de placement de Bonhôte-Immobilier, un fonds de placement individuel de droit suisse relevant du type « fonds immobiliers », telles que proposées par FidFund Management SA, Nyon, en tant que direction de fonds, avec l'accord de CACEIS Bank, Paris, succursale de Nyon, en tant que banque dépositaire, et publiées le 30 septembre et 2 décembre 2020 dans la Feuille officielle suisse du commerce en tant qu'organe de publication, sont approuvées.
2. A l'examen exclusif des dispositions au sens de l'art. 35a al. 1 let. a-g OPCC, la FINMA constate, en vertu de l'art. 41 al. 2^{bis} OPCC, la conformité à la loi des modifications requises.
3. L'entrée en vigueur des modifications du contrat de fonds est fixée au **5 janvier 2021**. A partir de cette date, la direction de fonds et la banque dépositaire ne peuvent proposer que des contrats de fonds de placement adaptés en conséquence.

4. La date de la transformation est fixée au 5 janvier 2021. Le fonds contractuel sera ainsi, à cette date, transformé en un compartiment investisseurs, soit le compartiment Compartiment investisseurs - BIM, de la société d'investissement à capital variable Bonhôte-Immobilier SICAV (en constitution).

5. La présente décision est définitive pour les porteurs de parts et leur sera communiquée par une publication unique de son dispositif dans la Feuille officielle suisse du commerce en tant qu'organe de publication du fonds.

6. La direction de fonds informe l'Autorité de surveillance de l'achèvement de la transformation du fonds contractuel en compartiment investisseurs de la société d'investissement à capital variable et publie sans délai dans l'organe de publication mentionné sous le chiffre 5 l'exécution de la transformation, la confirmation de la société d'audit de l'exécution de la transformation en conformité avec les prescriptions légales ainsi que le rapport de la transformation des parts en actions.

7. La société d'investissement à capital variable Bonhôte-Immobilier SICAV (en constitution) publiera la transformation dans son rapport annuel et semestriel.

8. La société d'audit KPMG SA, Genève, remettra à la FINMA d'ici au 20 janvier 2021 un rapport confirmant que l'évaluation de la fortune du fonds, le transfert intégral de la fortune du fonds, le calcul du rapport de transformation, la reprise des valeurs patrimoniales et des engagements ont eu lieu le même jour, que le rapport de transformation a été calculé correctement, que les investisseurs existants ont reçu les actions du compartiment investisseurs de la société d'investissement à capital variable de manière correspondante à leurs parts à la fortune du fonds contractuel et que la procédure de transformation a été effectuée sans frais pour le fonds contractuel, respectivement la SICAV, et les investisseurs, respectivement les actionnaires.

9. Les émoluments s'élèvent à **CHF 5'000.-** et sont à la charge de la requérante. Ils seront facturés séparément par courrier postal et devront être payés dans un délai de 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente décision. Les frais relatifs à la publication mentionnée sous ch. 5 sont également à la charge de la requérante.
Berne, le 3 décembre 2020

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Division Asset Management

Noémie Läser Muriel Schmid

Remarques juridiques:

Publication selon la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (OPCC).

Dans la cause

FidFund Management SA, Nyon, et CACEIS Bank, Paris, succursale de Nyon,

concernant

l'approbation des modifications du contrat de fonds de placement de Bonhôte-Immobilier, un fonds de placement individuel de droit suisse relevant du type « fonds immobiliers » ainsi que sa transformation en compartiment Compartiment investisseurs - BIM de la société d'investissement à capital variable de droit suisse Bonhôte-Immobilier SICAV (en constitution)

l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA

décide :

1. La transformation du fonds Bonhôte-Immobilier en compartiment investisseurs, dénommé Compartiment investisseurs - BIM, de la société d'investissement à capital variable de droit suisse, Bonhôte-Immobilier SICAV (en constitution), société à gestion externe, ainsi que les modifications préalables du contrat de fonds de placement de Bonhôte-Immobilier, un fonds de placement individuel de droit suisse relevant du type « fonds immobiliers », telles que proposées par FidFund Management SA, Nyon, en tant que direction de fonds, avec l'accord de CACEIS Bank, Paris, succursale de Nyon, en tant que banque dépositaire, et publiées le 30 septembre et 2 décembre 2020 dans la Feuille officielle suisse du commerce en tant qu'organe de publication, sont approuvées.
2. A l'examen exclusif des dispositions au sens de l'art. 35a al. 1 let. a-g OPCC, la FINMA constate, en vertu de l'art. 41 al. 2^{bis} OPCC, la conformité à la loi des modifications requises.
3. L'entrée en vigueur des modifications du contrat de fonds est fixée au **5 janvier 2021**. A partir de cette date, la direction de fonds et la banque dépositaire ne peuvent proposer que des contrats de fonds de placement adaptés en conséquence.
4. La date de la transformation est fixée au 5 janvier 2021. Le fonds contractuel sera ainsi, à cette date, transformé en un compartiment investisseurs, soit le compartiment Compartiment investisseurs - BIM, de la société d'investissement à capital variable Bonhôte-Immobilier SICAV (en constitution).
5. La présente décision est définitive pour les porteurs de parts et leur sera communiquée par une publication unique de son dispositif dans la Feuille officielle suisse du commerce en tant qu'organe de publication du fonds.

6. La direction de fonds informe l'Autorité de surveillance de l'achèvement de la transformation du fonds contractuel en compartiment investisseurs de la société d'investissement à capital variable et publie sans délai dans l'organe de publication mentionné sous le chiffre 5 l'exécution de la transformation, la confirmation de la société d'audit de l'exécution de la transformation en conformité avec les prescriptions légales ainsi que le rapport de la transformation des parts en actions.
7. La société d'investissement à capital variable Bonhôte-Immobilier SICAV (en constitution) publiera la transformation dans son rapport annuel et semestriel.
8. La société d'audit KPMG SA, Genève, remettra à la FINMA d'ici au 20 janvier 2021 un rapport confirmant que l'évaluation de la fortune du fonds, le transfert intégral de la fortune du fonds, le calcul du rapport de transformation, la reprise des valeurs patrimoniales et des engagements ont eu lieu le même jour, que le rapport de transformation a été calculé correctement, que les investisseurs existants ont reçu les actions du compartiment investisseurs de la société d'investissement à capital variable de manière correspondante à leurs parts à la fortune du fonds contractuel et que la procédure de transformation a été effectuée sans frais pour le fonds contractuel, respectivement la SICAV, et les investisseurs, respectivement les actionnaires.
9. Les émoluments s'élèvent à **CHF 5'000.-** et sont à la charge de la requérante. Ils seront facturés séparément par courrier postal et devront être payés dans un délai de 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente décision. Les frais relatifs à la publication mentionnée sous ch. 5 sont également à la charge de la requérante.

Berne, le 3 décembre 2020

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Division Asset Management

Noémie Läser

Muriel Schmid



Rubrik: Weitere Register und Bekanntmachungen Bund

Unterrubrik: Informelle Bekanntmachung

Publikationsdatum: SHAB 07.12.2020

Meldungsnummer: BB06-0000000428

Publizierende Stelle

Eidgenössische Stiftungsaufsicht ESA, Inselgasse 1, 3011 Bern

Beendigung des Sachwaltermandats

Das Eidgenössische Departement des Innern verfügt:

1. Herr Andreas G. Keller, Rechtsanwalt, Anwaltskanzlei Keller, Gehrenholzpark 2g, 8055 Zürich wird aus seinem Mandat als Sachwalter entlassen und sein Einzelzeichnungsrecht ist aus dem Handelsregister zu löschen.
2. Das Handelsregister des Kantons Zürich wird aufgefordert, aus seinem Register das Zeichnungsrecht von Herrn Andreas G. Keller zu löschen.
3. Das Zeichnungsrecht der vor Einsetzung des Sachwalters im Handelsregister des Kantons Zürich eingetragenen Personen, August Pfluger, Dr. Wang Ding, Dr. Randall Reeves, Pfluger, Dr. Dominik H, ist wieder einzutragen.
4. Die Gebühren von CHF 1'200.00 gehen zulasten der Stiftung und sind innert 30 Tagen mit dem Einzahlungsschein auf beiliegender Rechnung zu entrichten
5. Zu eröffnen an (eingeschrieben resp. Publikation im SHAB):
 - "baiji.org" foundation, Domizil eingebüsst (Publikation im SHAB)
 - Herr Andreas G. Keller, Rechtsanwalt, Anwaltskanzlei Keller, Gehrenholzpark 2g, 8055 Zürich
 - Handelsregisteramt des Kantons Zürich

Rechtsmittelbelehrung

Gegen diese Verfügung kann binnen 30 Tagen von der Eröffnung an den Stiftungsrat hinweg beim Bundesverwaltungsgericht, Postfach, 9023 St. Gallen, Beschwerde erhoben werden. Die Beschwerde hat die Begehren, deren Begründung mit Angabe der Beweismittel und die Unterschrift des Beschwerdeführers (oder der Beschwerdeführerin) oder der Vertretung zu enthalten; die angefochtene Verfügung (oder der angefochtene Entscheid) und die als Beweismittel angerufenen Urkunden sind beizulegen (Art. 52 des Bundesgesetzes vom 20. Dezember 1968 über das Verwaltungsverfahren; SR 172.021).



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Generalsekretariat GS-EDI
Eidgenössische Stiftungsaufsicht ESA

P.P. CH-3003 Bern, GS-EDI, ESA

"baiji.org" Foundation
c/o Andreas G. Keller, Rechtsanwalt
Anwaltskanzlei Keller
Gehrenholzpark 2g
8055 Zürich

Seite 1 / 1
Adresse Inselgasse 1
CH-3003 Bern
Internet www.edi.admin.ch
E-Mail ESA-facture@gs-edi.admin.ch
UID CHE-255.108.719
Kunden-Nr. 72003370
Auftrags-Nr. 7028723
Stiftungs-Nr. 3221
Postcheck-Konto 30-267760-7
IBAN CH69 0900 0000 3026 7760 7
Datum 03.12.2020

Rechnung 7061746

Art.Nr.	Bezeichnung	Menge	Preis CHF	Total CHF
7000010	Beendigung des Sachwaltermandats	1.00 LE	1'200.00	1'200.00
Zahlbar: innerhalb 30 Tage netto - Total			CHF	1'200.00

Verlangen Sie unsere E-Rechnung! Papierlos, einfach und sicher.

▼▼▼ Vor der Einzahlung abzutrennen / A détacher avant le versement / Da staccare prima del versamento ▼▼▼

Empfangsschein / Récépissé / Ricevuta

Einzahlung Giro

Versement Virement

Versamento Girata

Einzahlung für / Versement pour / Versamento per

Einzahlung für / Versement pour / Versamento per

Eidg. Departement des Innern EDI
Generalsekretariat GS-EDI
3003 Bern

Eidg. Departement des Innern EDI
Generalsekretariat GS-EDI
3003 Bern

Keine Mitteilungen anbringen
Pas de communications
Non aggiungerle comunicazioni



Referenz-Nr. / N° de référence / N° di riferimento

00 00000 00720 03370 10000 35135

Konto / Compte / Conto
CHF 01-65943-8

Konto / Compte / Conto
CHF 01-65943-8

1200 . 00

1200 . 00

Einbezahlt von / Versé par / Versato da

00 00000 00720 03370 10000 35135

Einbezahlt von / Versé par / Versato da

"baiji.org" Foundation
c/o Andreas G. Keller, Rechtsanwalt
Anwaltskanzlei Keller
Gehrenholzpark 2g
8055 Zürich

"baiji.org" Foundation
c/o Andreas G. Keller, Rechtsanwalt
Anwaltskanzlei Keller
Gehrenholzpark 2g
8055 Zürich

609

Die Annahmestelle
L'office de dépôt
L'ufficio d'accettazione

0100001200006>000000000720033701000035135+ 010659438>



Bern, 3. Dezember 2020

Aktenzeichen: 3221 - BRÖ

Verfügung

in der Sache

"baiji.org" Foundation

Beendigung des Sachwaltermandats

- A. Laut öffentlicher Urkunde vom 05.08.2004 und Eintragung vom 31.08.2004 im Handelsregister des Kantons Zürich (publiziert im Schweizerischen Handelsamtsblatt Nr. 172 vom 06.09.2004) wurde unter dem Namen «baiji.org» Foundation eine Stiftung im Sinne von Art. 80 ff. ZGB mit Sitz in Zürich errichtet.

Der Stiftungszweck lautet wie folgt:

Absicht des Stifters ist die Bildung eines globalen Aktions- und Kommunikations-Netzwerks zum Schutz des Baiji und von Süsswasser-Delphinen, ihren Lebensräumen sowie zur Förderung der biologischen Vielfalt in Süsswasser-Systemen.

Die Stiftung ist unabhängig, unparteiisch und objektiv in allen ihren Beziehungen mit Regierungen, Unternehmen, politischen Parteien und anderen Organisationen sowie Einzelpersonen und hat folgende Ziele:

Die Stiftung bezweckt die globale Süsswasser-Biodiversität zu wahren und die Integrität von Süsswasser-Ökosystemen aufrechtzuhalten und ist lokal aktiv mit eigenen Vertretungen über ein Netzwerk von unabhängigen, auf Mitgliedern basierenden Organisationen und nationalen non-gouvernementalen Organisationen; diese sind demokratisch geführt und teilen die globale Vision von "baiji.org" foundation und tragen diese mit.

Im Bewusstsein dieser Ziele, setzt sich die Stiftung dafür ein:

- Die Bedrohungslage des chinesischen Flussdelphins Baiji der Öffentlichkeit bekannt zu machen und Massnahmen zur Verhinderung des Aussterbens des Baiji anzuregen, zu konzipieren, zu koordinieren und umzusetzen resp. zu finanzieren.

Die Nachhaltigkeit in der Nutzung von globalen Süsswasser-Ressourcen zum Nutzen allen Lebens auf der Erde zu fördern.

Die Ausrottung jeglicher in Süsswasser lebenden Lebewesen zu verhindern, sich um die Aufrechterhaltung und wenn immer möglich die Verbesserung der Lebensräume aller in Süsswasser lebenden Tierarten einzusetzen. Die Stiftung setzt sich dafür ein, die für die Süsswasserarten wichtigen Lebensgrundlagen zu bewahren

und, falls angebracht, zu verbessern und die Schutzbemühungen für die Süßwasser-Biodiversität in die nachhaltige Lebensweisen der Bevölkerung zu integrieren.

Finanzmittel und Ressourcen zu sammeln, zu verwalten und zu verteilen für die Bewahrung der Süßwasser-Biodiversität, um die langfristigen Anforderungen für den Schutz der Süßwasser-Biodiversität und Süßwasser-Ökosysteme sicherzustellen und Mittel bereitzustellen, um diesen Anforderungen zu genügen.

Die Finanzierung von Süßwasser-Schutzbemühungen bzw. Projekten und die Forschung sicherzustellen und den Austausch von Wissenschaftlern, Spezialisten, Studenten und anderen Personen - insbesondere aus den Entwicklungsländern, zu fördern und sich weltweit im Rahmen von Konferenzen, Seminaren, Lektoraten, Treffen und Diskussionsrunden für die Süßwasser-Biodiversität einzusetzen.

Land, Gewässer, Grundstücke oder andere Ressourcen zu schützen, anzueignen, zu verwalten und kommerziell zu betreiben.

Als globale Kommunikationsplattform für den Schutz der Süßwasser-Biodiversität zu fungieren, um das Bewusstsein um die Notwendigkeit des Schutzes für die Süßwasser-Biodiversität bzw. Ökosysteme zu fördern und ferner Unterstützungen anzubieten in der Bereitstellung, Produktion und Verbreitung von geeigneten Materialien für erzieherische Zwecke, Kampagnen, Ausstellungen und Medien (im speziellen interaktive Medien und Internet), um das Wachstum und die Entwicklung von Bemühungen zum Schutz der Süßwasser Biodiversität zu verankern und zu fördern.

Um moralische und finanzielle Unterstützung für den Schutz von globaler Süßwasser-Biodiversität durch das Netzwerk baiji.org global partnership network sicherzustellen, Vertreter zu ernennen und zugehörige oder assoziierte Organisationen weltweit zu etablieren und mit ihnen zu kooperieren und andere Organisationen im Bereich des Süßwasserschutzes zu unterstützen und sich ferner zu engagieren in rechtlichen, finanziellen und kommerziellen Arbeitsbereichen sowie anderen Aktivitäten zum Zwecke von baiji.org;

- Um seine Mission zu erfüllen, welche von Zeit zu Zeit durch den Stiftungsrat in Übereinstimmung mit den obigen Zielen aktualisiert wird.

- B. Mit Verfügung vom 11. Juli 2019 wurde Herr Andreas G. Keller, Rechtsanwalt, Anwaltskanzlei Keller, Gehrenholzpark 2g, 8055 Zürich zum Sachwalter der "baiji.org" foundation mit Einzelzeichnungsrecht ernannt. Dies gestützt auf Art. 84 ZGB und Art. 83d Abs. 1 Ziff. 2 ZGB. Für die detaillierte Begründung ist auf die erwähnte Verfügung zu verweisen.

Die Einsetzung hatte folgendes Ziel: Er hat sich in einem ersten Schritt einen Überblick über die aktuelle (finanzielle) Situation der Stiftung und deren Organe zu verschaffen. Nach Analyse der entsprechenden Erkenntnisse und in Rücksprache mit der Auftraggeberin ist das weitere Vorgehen zu definieren. Zurzeit ist davon auszugehen, dass die Stiftung zu liquidieren ist.

- C. Mit Berichten vom 30. August 2019 und 9. Mai 2020 teilte der Sachwalter der Aufsichtsbehörde zusammenfassend mit, dass der Zweck der Stiftung nicht mehr erreicht werden könne, da der Baiji-Delfin ausgestorben sei. Die Stiftung sei zudem überschuldet. Aus seiner Sicht sei die Stiftung aufzuheben. Die Durchführung des dreifachen Schuldenrufs

habe keine Forderungen zu Tage gebracht. Gewisse Dokumente beim Stiftungsratspräsidenten erhältlich zu machen sei bisher gescheitert.

- D. Die obigen Ausführungen machen deutlich, dass das Mandat des Sachwalters abgeschlossen ist. Weitere Abklärungen können durch die Aufsichtsbehörde vorgenommen werden. Somit ist Andreas G. Keller aus seinem Mandat als Sachwalter zu entlassen und sein Einzelzeichnungsrecht aus dem Handelsregister zu löschen.
- E. Die für diese Verfügung zu erhebenden Gebühren stützen sich auf Art. 3 der Verordnung vom 19. November 2014 über die Gebühren der Eidg. Stiftungsaufsicht (SR 172.041.18).

Aus diesen Gründen wird

verfügt:

1. Herr Andreas G. Keller, Rechtsanwalt, Anwaltskanzlei Keller, Gehrenholzpark 2g, 8055 Zürich wird aus seinem Mandat als Sachwalter entlassen und sein Einzelzeichnungsrecht ist aus dem Handelsregister zu löschen.
2. Das Handelsregister des Kantons Zürich wird aufgefordert, aus seinem Register das Zeichnungsrecht von Herrn Andreas G. Keller zu löschen.
3. Das Zeichnungsrecht der vor Einsetzung des Sachwalters im Handelsregister des Kantons Zürich eingetragenen Personen, August Pfluger, Dr. Wang Ding, Dr. Randall Reeves, Pfluger, Dr. Dominik H, ist wieder einzutragen.
4. Die Gebühren von CHF 1'200.00 gehen zulasten der Stiftung und sind innert 30 Tagen mit dem Einzahlungsschein auf beiliegender Rechnung zu entrichten
5. Zu eröffnen an (eingeschrieben resp. Publikation im SHAB):
 - "baiji.org" foundation, Domizil eingebüsst (Publikation im SHAB)
 - Herr Andreas G. Keller, Rechtsanwalt, Anwaltskanzlei Keller, Gehrenholzpark 2g, 8055 Zürich
 - Handelsregisteramt des Kantons Zürich



Helena Antonio
Leiterin Eidgenössische Stiftungsaufsicht

Beilage: Rechnung

Rechtsmittelbelehrung

Gegen diese Verfügung kann binnen 30 Tagen von der Eröffnung an den Stiftungsrat hinweg beim Bundesverwaltungsgericht, Postfach, 9023 St. Gallen, Beschwerde erhoben werden. Die Beschwerde hat die Begehren, deren Begründung mit Angabe der Beweismittel und die Unterschrift des Beschwerdeführers (oder der Beschwerdeführerin) oder der Vertretung zu enthalten; die angefochtene Verfügung (oder der angefochtene Entscheid) und die als Beweismittel angerufenen Urkunden sind beizulegen (Art. 52 des Bundesgesetzes vom 20. Dezember 1968 über das Verwaltungsverfahren; SR 172.021).



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizerisches Handelsamtsblatt SHAB
Feuille officielle suisse du commerce FOSC
Foglio ufficiale svizzero di commercio FUSC
Swiss Official Gazette of Commerce SOGC

Rubrik: Mitteilungen an Gesellschafter
Unterrubrik: Einladung zur Generalversammlung
Publikationsdatum: SHAB 07.12.2020
Meldungsnummer: UP04-0000002635

Publizierende Stelle
BIOVOLT AG, Bösch 106, 6331 Hünenberg

Einladung zur ausserordentlichen Generalversammlung BIOVOLT AG

BIOVOLT AG
CHE-115.453.434
Bösch 106
6331 Hünenberg

Angaben zur Generalversammlung:
16.12.2020, 10:00 Uhr, Büroräumlichkeiten Kellerhals Carrard Bern

Einladungstext/Traktanden:
Bitte entnehmen Sie die Ergänzungspublikation zur a.o. GV der Biovolt AG vom
16.12.2020 dem Anhang



Ergänzungspublikation zur SHAB-Publikation vom 24.11.2020

Bezugnehmend auf die SHAB-Publikation vom 24.11.2020 (**Einladung zur ausserordentlichen Generalversammlung vom 16. Dezember 2020**, 10:00 Uhr, in der Kanzlei Kellerhals Carrard, Effingerstrasse 1, 3011 Bern - ohne persönliche Anwesenheit der Aktionärinnen und Aktionäre), informieren wir Sie, über das folgende **zusätzliche Traktandum**:

4. Sitzverlegung

Der Verwaltungsrat beantragt die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft von Hünenberg (ZG) nach Freiburg (FR) (mit entsprechender Statutenänderung).

Vertretung der Aktionäre an der ausserordentlichen Generalversammlung (Wiederholung)

In Übereinstimmung mit Art. 27 Abs. 1 lit. a der Verordnung 3 über Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (Covid-19) (Stand am 3. November 2020) hat der Verwaltungsrat beschlossen, die ausserordentliche Generalversammlung unter Ausschluss der Öffentlichkeit abzuhalten. Aktionärinnen und Aktionäre, die ihr Stimmrecht ausüben möchten, werden gebeten, ihre Zustimmung, Ablehnung oder Enthaltung zu den Traktanden elektronisch an energie@biovolt.ch, bis am **11. Dezember 2020**, mitzuteilen (es gilt das Datum des Eingangs bei der Gesellschaft).

In Übereinstimmung mit den neuen Bestimmungen zum Aktienrecht gemäss den Empfehlungen der Arbeitsgruppe "Groupe d'action financière" (GAFI) können nur die Inhaber von Inhaberaktien, die bis zum 11. Dezember 2020 der Gesellschaft gemeldet und im Verzeichnis der Inhaberaktionäre eingetragen wurden (es gilt das Datum des Eingangs bei der Gesellschaft) oder deren ordnungsgemäss bevollmächtigter Vertreter ihr Stimmrecht ausüben. Die Eintragung kann per E-Mail an die oben angegebene Adresse unter Einreichung von Beweisen verlangt werden.

Hünenberg, den 4. Dezember 2020

BIOVOLT AG

Der Verwaltungsrat